

REFERENDUM DU BREXIT : L'UE à l'heure du reset.

Le PVE regrette la décision de la majorité des électeurs britanniques en faveur du retrait de leur pays de l'UE et considère que cette décision est négative tant pour l'UE que pour le Royaume-Uni.

Nous remarquons également qu'en Écosse (62 %), en Irlande du Nord (56 %) et à Gibraltar (96 %), la plupart des électeurs se sont prononcés pour le maintien dans l'Union européenne. Ils sont donc en désaccord avec la majorité des électeurs d'Angleterre et du Pays de Galles qui ont voté pour le retrait, mais en raison de la proportion de la population, cela signifie que l'Écosse, l'Irlande du Nord et Gibraltar pourraient quitter l'Union européenne contre la volonté de la majorité de leur population. Il convient de souligner également le cas particulier de l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande pour lesquelles les implications d'une frontière UE/non UE pourraient avoir des conséquences encore plus sérieuses en termes de sécurité.

La campagne pour le référendum, largement marquée par l'acrimonie et les fausses accusations ayant souvent encouragé la xénophobie, a révélé d'importantes divisions dans le pays : un pays qui lutte pour atteindre un développement économique équitable face aux multiples défis de la mondialisation et qui se trouve affaibli par des politiques gouvernementales socialement injustes et peu clairvoyantes ainsi que par des luttes internes au sein du parti Conservateur au pouvoir depuis des années. Le PVE condamne la montée des attaques brutales qui se sont produites dans le sillage du référendum et qui ont été perpétrées sur des groupes minoritaires, des citoyens de l'UE et d'autres citoyens de pays tiers, ainsi que sur leurs biens.

À ce jour, le gouvernement britannique s'est montré incapable de prendre une trajectoire claire quant aux relations futures avec l'UE. Même si nous considérons que les citoyens d'Écosse, d'Irlande du Nord et de Gibraltar ont donné un mandat clair à leurs représentants pour le maintien dans l'Union européenne, la situation manque cruellement de clarté quant à la manière dont les souhaits des électeurs de ces juridictions seront pris en considération au cours des négociations. Un groupe fort au sein du Parti Conservateur semble avoir pour objectif la rupture la plus profonde possible avec le reste de l'UE. Il apparaît déjà que le référendum du Brexit aura des conséquences négatives sur le Royaume-Uni et sur les 27 autres États membres.

Nous considérons que :

1. la première et la plus importante priorité pour l'UE est à présent de maintenir une Union européenne unie pendant le processus du Brexit et au-delà. Nous devons aligner les intérêts divergents des États membres en adoptant une position de négociation commune forte. Il doit être clair que les valeurs fondamentales et tous les principes fondateurs des traités de l'UE ne doivent pas être remis en question.
2. toutes les options seront envisagées pour assurer que l'Écosse, l'Irlande du Nord et Gibraltar et leurs citoyens puissent rester membres de l'UE.
3. si à un moment quel qu'il soit, les électeurs britanniques souhaitent revenir sur la décision prise lors du référendum sur le Brexit, l'UE doit accueillir le retour du Royaume-Uni.
4. Nous devons faire preuve d'une extrême prudence quant à la procédure du Brexit pour éviter qu'elle crée un précédent qui permettrait aux États membres de concevoir leur propre retrait de l'UE. L'accord sur le retrait du Royaume-Uni doit être négocié de manière juste pour les deux parties, dans la plus grande transparence et avec la participation des représentants élus de l'UE et du Royaume-Uni. Nous souhaitons que le Conseil européen nomme la Commission européenne pour mener les négociations avec la participation du Parlement européen.

5. le gouvernement britannique doit inclure directement dans les négociations des représentants des administrations déléguées en Écosse, en Irlande du Nord et au Pays de Galles. Nous souhaitons que les négociations redéfinissent un partenariat qui maintient le Royaume-Uni et l'UE aussi proches que possible et qui assure que l'avenir de l'UE ne soit pas mis en péril. La voix des 48,1 % de citoyens britanniques qui ont voté pour le maintien dans l'UE doit être prise en considération.

6. il est de l'intérêt des citoyens britanniques et européens, des travailleurs, des étudiants et des acteurs de l'économie que l'accord ne réduise pas leurs droits et leurs libertés actuels. Il ne faut pas autoriser qu'une tentative déviée de « regagner la souveraineté engendre l'introduction de freins et d'obstacles dans la vie quotidienne des citoyens, des résidents et de leurs entreprises et activités. Dans ce contexte, nous réaffirmons que les quatre libertés (libre circulation des marchandises, liberté de circulation des personnes, droit d'établissement et liberté de services et libre circulation des capitaux) sont indissociables et nous nous opposerons à tout accord qui autoriserait la libre circulation des services, des marchandises et des capitaux sans autoriser la libre circulation des personnes. Nous resterons également vigilants quant aux propositions du Royaume-Uni concernant la Convention européenne des droits de l'Homme et l'Accord du Touquet (qui permet aux officiels britanniques d'effectuer des contrôles aux frontières à Calais et vice-versa pour leurs homologues français à Douvres).

7. nous sommes opposés à l'idée que le gouvernement britannique puisse tenter de fonder l'avenir économique du Royaume-Uni sur la constitution d'un paradis fiscal pour les multinationales et les riches individus, sur la baisse des normes sociales acquises au sein de l'UE et sur un recul des objectifs environnementaux et des normes pour lesquelles nous avons si longtemps lutté. Nous considérons qu'une tendance à fonder l'économie britannique sur une concurrence fiscale déloyale et sur le dumping social, qui bénéficie principalement aux grandes entreprises, ou que toute tentative de constituer un paradis fiscal, ne fera qu'exacerber l'injustice fiscale et amoindrir le bien-être au Royaume-Uni et en Europe. Nous lutterons pour les droits de tous, y compris des jeunes, des étudiants universitaires, des apprentis, des chercheurs, des jeunes entrepreneurs et travailleurs, à conserver l'accès complet à la libre circulation et aux échanges dans toute l'Europe.

8. le résultat du référendum européen affecte déjà la vie de trois millions de citoyens de l'UE qui vivent au Royaume-Uni et de 1,3 million de Britanniques vivant dans l'UE. Les Verts demandent que tous les citoyens de l'UE qui vivent actuellement au Royaume-Uni conservent tous les droits dont ils jouissent actuellement dans ce pays. Cela doit faire l'objet d'une négociation au niveau de l'UE dans le but d'établir des droits réciproques pour les Britanniques vivant dans l'UE.

9. le PVE soutient la position de l'UE selon laquelle les négociations relatives au Brexit ne peuvent démarrer qu'après l'invocation officielle de l'Article 50 par le gouvernement britannique. L'accord éventuel entre l'UE et le Royaume-Uni doit être complet et large sans toutefois porter atteinte à l'acquis communautaire. Au cours de ces négociations, nous voulons que l'UE insiste sur une coopération au-delà des questions relatives à l'avenir du marché unique, notamment sur les politiques climatiques, la protection de l'environnement, la migration, la sécurité domestique, l'État de droit international et la défense de la démocratie et des droits humains.

AVENIR DE L'UE/RÉINITIALISATION

10. l'Union européenne était et est toujours un projet pour la paix, pour effacer les frontières et le nationalisme et rassembler les peuples. Nous sommes déterminés à défendre ses accomplissements en ce qui concerne nos valeurs européennes partagées, l'État de droit, la sécurité et le développement, et à continuer à promouvoir le fait que l'UE est le meilleur niveau de gouvernance pour combattre les défis majeurs actuels comme le changement climatique et la mondialisation. Mais au cours des dernières années, l'UE a progressivement perdu aux yeux de beaucoup de ses citoyens la capacité de les protéger de l'appauvrissement et de la précarité, de démontrer que les politiques publiques au niveau de l'UE

garantissent l'intérêt général et la capacité à prendre des décisions positives dans des dossiers aussi importants que la migration et la sécurité.

11. le PVE pense qu'aujourd'hui les ambitions de l'UE - construire et renforcer un espace européen commun de liberté, de sécurité, de prospérité et de démocratie - ne sont pas les seuls éléments à être mis à mal. L'idée même d'un avenir commun, la souveraineté partagée et les valeurs au cœur de la démocratie sont également mises à mal, accompagnées d'une augmentation constante des attaques contre des minorités, des forces d'opposition, des médias indépendants, et d'un dénigrement étendu de l'UE par les forces et les gouvernements populistes.

12. à la lumière de la vague de populisme qui gagne toujours du terrain, de nombreux dirigeants européens empruntent à l'extrême droite la rhétorique intolérante du bouc émissaire. C'est là une menace envers une Europe démocratique et diversifiée. Lutter contre les mouvements d'extrême droite et populistes, combattre l'atmosphère hostile à laquelle sont actuellement confrontées les minorités et se tenir aux côtés des groupes marginalisés est une question de responsabilité commune. Plus que jamais, les alliances sociales et politiques contre l'extrême droite sont nécessaires pour contrecarrer cette tendance et promouvoir les valeurs d'une solidarité européenne.

13. c'est la raison pour laquelle le PVE est favorable à « une réinitialisation » afin de pouvoir apporter des solutions crédibles aux citoyens. Il est possible de mettre en œuvre des politiques qui visent à résoudre l'incertitude économique persistante et le sentiment croissant d'insécurité ; des politiques d'autonomisation des citoyens ; des politiques qui permettent de réaliser une transition verte de nos économies ; des politiques de réponse aux besoins désespérés des personnes qui fuient la misère. Des solutions de ce type doivent constituer une alternative aux politiques classiques mises en place aujourd'hui par un nombre croissant de gouvernements nationaux. Qu'elles soient initiées par les États membres ou par la Commission menée par Jean-Claude Juncker, nous nous opposerons aux politiques qui réduisent les droits sociaux et citoyens, qui ferment les frontières, qui cherchent la concurrence par la déréglementation et limitent notre capacité à agir ensemble en tant que citoyens européens.

14. l'UE a besoin de changement pour entamer un nouveau départ. Nous devons enclencher un processus de réforme démocratique dans le cadre institutionnel, un cadre qui se concentre actuellement sur les procédures intergouvernementales, sans transparence ni propriété publique de la prise de décision. Nous sommes également en faveur d'un parlement fort, composé en partie sur la base de listes européennes. Nous restons convaincus que la démocratie peut s'étendre à tous les niveaux en Europe. Face au risque d'effondrement, les politiques de l'Europe se doivent d'être plus efficaces, transparentes et responsables. Le PVE se positionne à l'opposé du mythe selon lequel il serait nécessaire de démanteler l'UE pour reprendre le contrôle et la propriété des décisions les plus importantes et faire face aux défis de l'insécurité économique et sociale croissante.

15. nous relevons 5 domaines d'action commune qui devront jouer un rôle majeur pour regagner la confiance des citoyens :

- nous avons besoin d'un glissement de paradigme de l'austérité vers l'investissement, et une attention particulière doit être accordée à la construction d'une « Union de la transformation » qui, dans le contexte des menaces de changement climatique, sera le moteur d'une transition économique verte. Nous voulons que l'Union de l'énergie et du climat repose sur l'efficacité des renouvelables et que les économies d'énergie soient les fondements d'un projet d'intégration pour une Europe renforcée. L'UE devrait enfin se conformer aux promesses de la Commission de créer une « Europe sociale », qui dépense efficacement les moyens disponibles pour combattre la pauvreté, le travail précaire et l'exclusion

sociale. Il est urgent que les États membres garantissent un salaire décent pour une journée de travail décente.

- nous avons besoin d'une plus grande coopération européenne sur la sécurité domestique et étrangère, tout en insistant sur le fait que le respect des droits humains et civils ne doit pas être perçu comme un frein, mais comme la base de cette coopération.

- l'UE doit poursuivre la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale, les échappatoires fiscales injustes et les paradis fiscaux. En effet, il est clairement plus simple de forcer les grandes entreprises et les riches individus à payer leur part si les États membres de l'UE agissent de concert. Cela aiderait à financer l'État providence et renforcerait la sécurité sociale, notamment les plans d'assurance chômage, la santé publique, les retraites et la sécurité sociale de base.

- s'il semble pour l'instant très difficile de trouver l'unanimité sur le plan pan-européen quant à la politique humanitaire concernant les réfugiés et la migration, nous soutenons l'idée que les pays qui adoptent une attitude plus progressiste sur cette question devraient briser l'impasse en choisissant une coopération accrue entre eux, dans le cadre juridique de l'UE et avec la participation de la Commission et du PE. Le PVE est par ailleurs favorable à l'introduction d'un mécanisme qui soutiendrait les pays acceptant de reloger des réfugiés et encourageant les autres à reconsidérer leur décision de ne pas participer au plan de relogement décidé sur la base de la proposition de la Commission.

Il doit y avoir des conséquences pour les États membres qui n'endossent pas leur part des responsabilités.

- les jeunes sont les fervents défenseurs de notre avenir européen commun. L'UE ne peut pas se permettre de les décevoir en ignorant leurs besoins : les politiques dédiées à la jeunesse revêtent une importance capitale, notamment une lutte cohérente et cruciale contre le chômage des jeunes, qui avoisine toujours les 20 %. Nous devons en outre renforcer la coopération et les échanges entre les jeunes européens grâce à des programmes comme Erasmus+. Pour faire de l'Europe une réalité pour la jeune génération, nous voulons promouvoir des idées comme le ticket inter-rail gratuit pour les jeunes européens.

14. le PVE a l'intention de participer activement et de promouvoir une alliance étendue entre la société civile, les syndicats, les mouvements sociaux et les forces politiques progressistes pour sortir l'Europe de cette crise et la mener vers une démocratie efficace et multi-couches. Des ressources adéquates doivent couvrir le niveau supranational de compétences. Comme l'ont démontré la mobilisation importante contre le TTIP, l'importance croissante des campagnes comme le Désinvestissement et la participation massive des autorités locales et des citoyens en faveur des migrants et des réfugiés dans de nombreux pays, il est possible d'avoir un impact sur la prise de décision et de renverser des décisions qui semblaient avoir déjà été prises. La construction d'une telle alliance et de telles mobilisations en faveur d'une réforme démocratique de l'UE représente pour le PVE un défi de taille et une priorité pour les années à venir.